

Referendum en Hongrie : migrants, UE et souveraineté nationale, vers un Hexit/Mexit ?

écrit par Christine Tasin | 6 juillet 2016



La question posée par Orban est très intéressante : elle pose carrément le problème de la souveraineté nationale. ***Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois?***

Orban pose la question fondamentale. L'UE peut-elle imposer à un peuple, à une nation une décision qui ne soit pas celle de ce peuple ? L'UE peut-elle faire fi des parlements nationaux ?

Que se passera-t-il si, comme c'est très probable, le peuple dit non ?

Pas d'autre solution que de dénoncer les « accords contraignants » de Bruxelles et, à terme, de sortir de l'UE, non ? Alors vive le Hexit ou plutôt, puisque la Hongrie, en hongrois c'est Magyarország, vive le Mexit !

La Hongrie annonce un référendum en octobre sur la relocalisation des réfugiés dans

L'UE

La Hongrie organisera le 2 octobre le référendum voulu par le gouvernement sur [le plan européen de répartition des réfugiés dans les pays membres de l'UE](#) auquel le premier ministre Viktor Orban est opposé, a annoncé aujourd'hui la présidence.

Les Hongrois seront appelés à répondre à la question suivante: « **Voulez-vous que l'Union européenne décrète une relocalisation obligatoire de citoyens non hongrois en Hongrie sans l'approbation du Parlement hongrois?** » . Cette consultation se tiendra le 2 octobre, a annoncé mardi le chef de l'Etat Janos Ader dans un communiqué.

Le premier ministre conservateur Viktor Orban, qui tient un discours antimigrants, avait annoncé il y a plusieurs mois la tenue de cette consultation contre le plan de relocalisation à travers les Etats membres de 160.000 demandeurs d'asile se trouvant en Grèce ou en Italie, portes d'entrée de l'UE. Budapest estime que ces quotas obligatoires de répartition de migrants, adoptés en septembre dernier par les vingt-huit, violent sa souveraineté.

Le gouvernement hongrois a commencé début avril sa campagne pour le non, agitant notamment le spectre de « terroristes » parmi les réfugiés.

La Commission européenne a toutefois rappelé que ce programme avait été décidé lors « **d'un processus de décision sur lequel se sont accordés tous les Etats membres** », **et que ce plan était juridiquement contraignant**. La Hongrie a porté plainte en décembre devant la justice européenne dans l'espoir de se dégager de cette obligation.

En pratique, le plan de relocalisation avance à petits pas, des groupes de dizaines de réfugiés étant régulièrement transférés depuis la Grèce ou l'Italie dans les différents pays de l'UE qui se sont engagés à les accueillir.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/07/05/97001-20160705FILWWW00070-la-hongrie-annonce-un-referendum-en-octobre-sur-la-relocalisation-des-refugies-dans-l-ue.php>